

DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : Université Lumière – Lyon 2

La formation	
Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Administration publique
Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	Licence
Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec restructuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	<p>La licence mention Administration publique est délivrée par l'université Lyon 2 depuis 2012 (année de son transfert depuis l'IEP vers la faculté de droit). La formation a d'abord été une licence « suspendue » proposée uniquement à un niveau bac + 3 ; elle accueillait alors principalement des étudiant.es non juristes diplômé.es d'un BTS ou d'un DUT ou, plus marginalement, d'une licence ou d'un master en SHS.</p> <p>En 2016, la licence a adopté un format en 3 années, modifiant quelque peu sa démographie. Si l'effectif global de la promotion est stable depuis 2016, la provenance des étudiant.es a évolué : les titulaires d'un BTS accèdent désormais principalement en 2^e année tandis que les titulaires de DUT intègrent en 3^e année. Les admissions parallèles en provenance des autres licences de SHS ont diminué, bien que quelques étudiant.es (2 à 3 par année) entreprennent une double formation LAP-SHS (le plus souvent science politique).</p> <p>L'équilibre interne de la formation a dernièrement évolué (depuis la rentrée 2019 pour la L1 et la rentrée 2020 pour les L2 et L3) dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérimentation NCU de Cursus +. La refonte de la maquette à la fois en modules et en blocs de connaissances et de compétences favorise une plus grande personnalisation des parcours ; elle renforce par ailleurs la place des SHS dans la formation.</p> <p>La présente demande d'accréditation s'inscrit dans le prolongement de cette dernière évolution et entend préserver l'équilibre actuel car il permet un plus grand</p>

	choix et une meilleure adaptation de la formation au projet professionnel des étudiant.es. En cela, cette licence ne s'épuise plus dans une formation posant les rudiments primaires de la préparation aux concours de la fonction publique mais permet tout à la fois de préparer les concours (non plus seulement les concours administratifs généraux mais également des concours plus spécifiques de l'administration sanitaire et sociale par exemple) mais aussi de développer des connaissances et compétences sur l'administration publique et son environnement utiles pour travailler dans le secteur parapublic ou privé.
Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire) :	Champ D : « Organisations, marchés, normes et institutions »
Etablissements (indiquer les établissements qui demandent une co-accreditation) :	Non pertinent.
Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :	<p>La licence mention Administration publique comprend un parcours par année. Les effectifs ne sont en effet pas suffisamment nombreux pour que nous puissions déployer une offre de parcours plus développée. Ceci étant, la licence mention Administration publique s'inscrivant en complémentarité avec la licence mention Droit et la licence mention Administration économique et sociale, la structuration choisie lui permet de couvrir un spectre original et identifié par les étudiant.es. Son caractère pluridisciplinaire et la proposition d'une série d'options permettent par ailleurs de compenser l'unicité des parcours chaque année.</p> <p>La première année pose les fondements de la mention ; elle permet d'aborder la question de l'administration publique à travers la présentation des notions matricielles (eg. l'État, le pouvoir, le marché, les institutions).</p> <p>La deuxième année propose un premier approfondissement des grandes notions présentées en première année, aussi bien en droit qu'en sociologie ou en économie et finances. Elle doit permettre aux étudiant.es d'acquérir un premier niveau de compréhension des conditions de l'action publique.</p> <p>La troisième année est construite comme un second niveau d'approfondissement de l'action publique et de ses structures et agents. Cela passe à la fois par une plus grande expertise juridique, par l'approfondissement de la maîtrise des règles comptables et financières mais aussi par la personnalisation plus poussée de leur parcours (eg. choix d'options en fonction du projet professionnel) ainsi que par des travaux personnels plus poussés (eg. initiation à la recherche ou suivi d'un stage) qui doivent permettre aux étudiant.es de commencer à</p>

	<p>confronter leurs savoirs théoriques à la réalité de la pratique administrative.</p> <p>Parcours MINERVE : la formation prévoit la possibilité pour les étudiant.es d'intégrer le Programme International MINERVE.</p>
Lieux de la formation (préciser le cas échéant les délocalisations) :	Campus Berges du Rhône (BDR) - 18 quai Claude Bernard - 69007 Lyon.
Modalités d'enseignement (préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation; à distance, etc.) :	<p>La licence mention Administration publique est proposée en formation initiale. Des étudiant.es en reprise d'études peuvent la suivre en formation continue. Elle est également accessible via la VAE.</p> <p>Les modalités d'enseignement sont en présentiel majoritairement.</p>
Volume horaire de la formation (indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères) :	<p>Environ 1 500 heures d'enseignements et d'activités pédagogiques (selon les mineures, les parcours et les modules choisis par les étudiant.es), correspondant à 4 500 heures d'activités étudiantes.</p> <p>Les enseignements seront proposés principalement en présentiel, combinant :</p> <p>1° Des enseignements en présentiel (cours magistraux et travaux dirigés) ;</p> <p>2° Des enseignements à distance et des enseignements mobilisant les outils numériques ;</p> <p>3° Des séquences d'observation ou de mise en situation professionnelle ;</p> <p>4° Des projets individuels ou collectifs qui favorisent la mise en perspective, sur un même objet d'étude, de plusieurs disciplines et compétences.</p> <p>Il sera proposé au moins 10 % d'enseignements en langues étrangères (part des enseignements linguistiques au cours des 6 semestres). Deux précisions peuvent être apportées : les enseignements linguistiques d'anglais portent sur de l'anglais disciplinaire ; ils combinent ainsi apprentissage linguistique et professionnalisation des étudiant.es. La proposition de certains enseignements en anglais est à l'étude et pourrait, le cas échéant, accroître la part des enseignements en langues étrangères dans la licence mention Administration publique.</p> <p>Enfin, des activités transversales et intégratives (représentants environ 100 heures d'activités réparties au cours de la licence seront proposées aux étudiant.es.</p>

	Tou.tes les étudiant.es suivent un module de langue obligatoire chaque semestre ce qui correspond à environ 150 heures pour une licence.
Effectifs attendus :	<p>Les effectifs attendus sont :</p> <p>L1 : 40 étudiant.es</p> <p>L2 : 30 étudiant.es</p> <p>L3 : 30 étudiant.es</p> <p>Ces effectifs sont conformes à ce que nous connaissons depuis plusieurs années. Ce format permet de conférer un format « promo » qui participe au bon fonctionnement du diplôme et crée des solidarités utiles dans le cadre de la préparation des concours, puis du déroulé des carrières.</p>
Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :	La licence mention Administration publique est accessible par une passerelle spécifique aux étudiant.es diplômés de l'Institut universitaire de technologie de l'Université Grenoble Alpes.
Accords internationaux particuliers :	<p>Dans le cadre de cette formation (ou plus généralement de la composante), un/des accords de coopération sont conclus avec les établissements partenaires suivants :</p> <p>Université de Ljubljana (Slovénie),</p> <p>Université Mykolas Romeris (Lituanie),</p> <p>Université de Glasgow (Écosse),</p> <p>Outre ces accords spécifiques, les étudiant.es peuvent partir en échange dans les universités bénéficiant d'un accord général avec Lyon 2.</p>
Conventionnement avec une institution privée française :	Non pertinent.
<p>On trouvera ici :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit les éléments supplémentaires permettant d'apprécier les évolutions et/ou améliorations par rapport à la précédente période lors d'un renouvellement, <i>notamment les éléments en réponse aux recommandations de l'évaluation Hcéres du bilan</i> - soit les éléments permettant d'apprécier la demande de création de formation (contenus, débouchés professionnels, poursuites d'études, équipe pédagogique...). <p>Suite aux recommandations issues de l'évaluation de la licence mention Administration publique par le Hcéres, une attention particulière sera apportée aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La place des disciplines non juridiques sera renforcée et valorisée. La « modularisation » de la maquette dans le cadre de l'expérimentation Coursus + a déjà permis d'offrir un plus grand nombre d'enseignements 	

non juridiques. Cette tendance sera confirmée pour que les disciplines juridiques obligatoires ne représentent plus qu'environ 50 crédits ECTS. Cela laissera davantage de possibilités aux étudiant.es de diversifier leur formation et de profiter de la pluridisciplinarité de la licence.

- Le stage sera proposé dans la maquette elle-même afin de le valoriser davantage. Il ne sera vraisemblablement pas obligatoire car il est difficile pour l'ensemble de nos étudiant.es de trouver des stages de durée suffisamment longue pour satisfaire les exigences inhérentes à un stage obligatoire pour tous.

De façon plus large, la licence mention Administration publique renforcera sa traduction en blocs de connaissances et de compétences engagée depuis 2 ans. Cela se traduira dans une approche plus transversale des enseignements (dont les modalités d'évaluation tiendront compte de cette nouvelle conception).

Si la présente mention comprend une option « accès santé » (L.AS), décrire succinctement le dispositif :

Non pertinent.